

Les grandes villes, aux abois, appellent à la solidarité entre communes : “Nous voulons éviter d’être des bastions de résistance”

Trends Tendances – Baptiste Lambert – 17 juin 2026

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

https://trends.levif.be/a-la-une/politique-economique/wallonie/votre-commune-va-t-elle-devoir-subvenir-aux-besoins-des-grandes-ville/?cel_hash=f18f07b5a9c6d163ee5474eeb400ea0106756c4a&chts=1781691408&utm_source=Newsletter-20260617&utm_medium=Email&utm_campaign=Newsletter-

Les neuf grandes villes wallonnes demandent un refinancement de leurs charges de centralité. Derrière le mot technique, une question très politique se dessine : les communes de périphérie et les communes rurales devront-elles contribuer davantage aux services dont elles profitent aussi ?

Les grandes villes wallonnes tirent la sonnette d’alarme. **Charleroi, Liège, Namur, Mons, La Louvière, Tournai, Seraing, Mouscron et Verviers** affirment ne plus pouvoir porter seules leurs charges. L’Union des Villes et Communes de Wallonie leur donne raison dans [une étude](#) qui parle d’un déséquilibre structurel, et non d’un problème de gestion.

Le chiffre est lourd : **ces villes concentrent 88% du déficit communal wallon**. Elles représentent pourtant environ un quart de la population régionale. Le problème est donc moins comptable que territorial. Les villes financent des services dont profitent aussi les habitants des communes voisines.

Les villes paient pour tout un bassin de vie

C’est ce que l’UVCW appelle les **“charges de centralité”**. Les grandes villes accueillent chaque jour des travailleurs, des étudiants, des patients, des usagers des administrations, des visiteurs et des consommateurs qui ne sont pas domiciliés sur leur territoire. Elles financent les voiries, les écoles, les piscines, les théâtres, les bibliothèques, la sécurité, les transports et une partie de l’action sociale.

Mais les recettes ne suivent pas. **L’impôt des personnes physiques revient à la commune où l’on habite**, pas à celle où l’on travaille. Un navetteur qui travaille à Liège ou Charleroi, mais vit en périphérie, rapporte donc fiscalement à sa commune de résidence. La ville, elle, supporte les coûts de son passage.

Le paradoxe est là. Les grandes villes concentrent les services, les emplois et les infrastructures. **Mais une partie de la richesse fiscale file vers les communes périphériques**, souvent plus résidentielles et plus aisées.

Une équation budgétaire devenue intenable

Les dépenses urbaines sont plus lourdes. Les grandes villes doivent financer davantage de sécurité, de CPAS, de pensions statutaires, de mobilité et d’entretien de l’espace public. Elles

supportent aussi une concentration plus forte de ménages précarisés, de logements sociaux et de bâtiments anciens, qui pèsent sur leurs recettes fiscales.

Le plan Oxygène a permis de tenir. Mais ce mécanisme régional de soutien par emprunt arrive à son terme en 2027. Pour les bourgmestres, l'échéance est critique. Les budgets communaux doivent être préparés dès l'automne. Sans solution rapide, **plusieurs villes préviennent qu'elles devront toucher aux services de base.**

Les signaux politiques se multiplient. **Thomas Dermine** (PS), bourgmestre de Charleroi, dit vouloir éviter que les villes deviennent des "bastions de résistance". Willy Demeyer (PS), à Liège, évoque des difficultés à payer les salaires. Rachel Sobry (MR), présidente de l'UVCW et bourgmestre de Thuin, résume l'enjeu : "Le redéploiement de la Wallonie ne se fera pas avec des villes à bout de souffle."

Des leviers fiscaux, mais pas de solution miracle

Les grandes villes disposent de certains leviers locaux. L'UVCW évoque **la mise à jour de la matrice cadastrale**, qui permettrait de mieux taxer les biens transformés, rénovés ou insuffisamment valorisés. Pour les neuf villes, le potentiel est estimé entre 17,6 et 35,2 millions d'euros par an. L'Union cite aussi les taxes sur les kots, les secondes résidences, les logements touristiques, les immeubles inoccupés ou les friches.

Mais ces pistes ne suffisent pas. **D'abord parce que plusieurs villes appliquent déjà une fiscalité locale élevée.** Ensuite parce que certaines recettes restent difficiles à capter. Un kot non déclaré, une friche bloquée, un bâtiment sous-évalué ou un logement touristique mal identifié ne se transforment pas automatiquement en recettes. La fiscalité locale peut corriger certaines anomalies. Elle ne peut pas compenser seule un déséquilibre de structure.

Le fédéral est également mis à contribution dans les propositions. **Les bourgmestres demandent un meilleur financement des pensions statutaires et des zones de police**, ainsi que le respect de la neutralité budgétaire lorsque des réformes fédérales déplacent des charges vers les communes. La limitation dans le temps des allocations de chômage inquiète particulièrement les villes, qui redoutent une pression accrue sur leurs CPAS.

Les autres communes devront-elles payer ?

C'est la question que personne ne veut poser trop frontalement. Officiellement, il ne s'agit pas d'opposer les villes aux communes rurales ou périphériques. **L'UVCW préfère parler de solidarité territoriale.** Mais dans les faits, une partie des solutions revient à mieux faire contribuer ceux qui profitent des services urbains sans les financer directement.

Plusieurs pistes sont sur la table : revoir les mécanismes régionaux de financement, intégrer les navetteurs et les étudiants dans les critères, ou encore mutualiser certaines charges à l'échelle des bassins de vie.

Il ne faut donc pas s'attendre demain à une facture envoyée demain par Charleroi ou Liège aux communes voisines. **Mais le débat est lancé.** Si la Wallonie veut des villes fortes, elle devra financer leurs fonctions de moteur régional. Et ce financement viendra, d'une manière ou d'une autre, de l'ensemble du territoire.